

Le Front de Gauche sur le terrain

Confrontés à une campagne des européennes boudée par les médias, les militants du Front de Gauche multiplient les initiatives de proximité.

p 4



Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 871

8 mai 2009

prix : 0,70 €



Du 1er Mai au 7 Juin Des luttes aux urnes!

■ Palestine

108 élus communistes et républicains de France ont participé à un voyage de solidarité en Palestine.

Sandrine Fleurimont, adjointe au maire de Saint-Herblain faisait partie de la délégation, elle témoigne pour NLA. P 3

■ Fête des Nouvelles

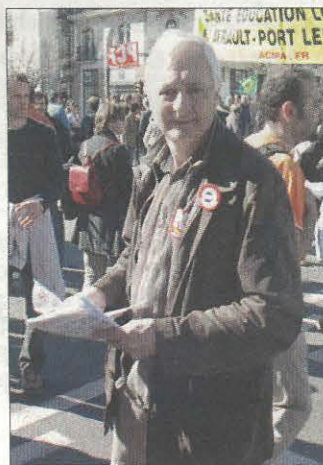
Tout le programme de la fête, les débats, les concerts, les infos pratiques (notre supplément).

■ Social

Goss, Trelleborg, laiterie de Derval, la série noire continue dans le département. P 5

■ Sport pour tous

Conseiller municipal de Nantes en charge du sport universitaire et scolaire, Jean-Jacques Moreau décrypte pour NLA les choix gouvernementaux en matière de sport qui se traduisent à nouveau par un désengagement de l'État. P7



Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante:

Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique!

Pour tout renseignement: 02 40 35 03 00
ou nlapublicite@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Qui sont les vrais voyous ?

Le gouvernement conspu les agents d'EDF pour délégitimer les actions et les coupures de courants effectuées par les salariés en grève. Il les menace même de sanctions. Mais ces « saboteurs » d'aujourd'hui ne sont-ils pas ceux qui ont donné beaucoup d'eux même pour rétablir le courant et le gaz après la tempête du début d'année et donner ainsi un sens à la notion de service public ? S'il faut chercher des voyous, ils sont faciles à trouver mais pas chez les agents...

Les voyous : Une bande organisée. (1)

Les voyous, ils sont bien chez les patrons ! Exemple : Chez MOLEX, les salariés fournissent la preuve que la direction organise une double production pour mieux fermer le site de Villemur-sur-Tarn. La banque DEXIA qui a touché 6,4 millions d'euros de fond publics pour ne pas couler, distribue quelques 800 millions d'euros à ses cadres français. **En 2008, les dirigeants des entreprises du CAC 40 n'ont en moyenne empoché « que » 1,96 millions d'euros dans l'année... une misère...**



Les voyous : Une bande organisée. (2)

La justice déboute la direction de Caterpillar de son action en référé. Une première victoire pour les salariés qui contestent les licenciements boursiers de la multinationale. La direction doit revoir sa copie. **Dans le même temps, nouveau paquet cadeau de 1,2 milliard d'euros de Sarkozy aux entreprises, cette fois pour institutionnaliser encore un peu plus la précarité des jeunes. Applaudissements nourris au MEDEF.**

Et maintenant : La répression

Nouvelle stratégie des patrons : Après l'annonce de licenciements et fermetures d'entreprises, le passage au tout répressif. C'est ainsi que la direction de Caterpillar porte plainte contre 22 salariés pour « séquestration » ; que la police convoque des ouvriers de Continental pour les incidents à la sous-préfecture de Compiègne, que la ministre de l'intérieur et le premier ministre promettent des sanctions contre les agents de l'EDF...

Et pendant ce temps là...

Loin de ce difficile climat social, Ségolène Royale « s'excuse, elle demande pardon... pardon et pardon encore ». Pardon pour toutes les « mauvaises paroles » prononcées çà et là.

À l'image d'une prêtresse en mal de fidèles et d'audience, la Madone de Poitou-Charentes semble avoir été totalement déconnectée du monde dans lequel nous vivons. **C'est terrible une icône quand ça ne sert à rien ... Vous ne trouvez pas...**

Point de vue

par Pedro MAIA



Le silence autour des élections européennes qui vont se dérouler dans un mois se brise. Il était temps ! **Force est de constater que les partis majoritaires à l'Assemblée de Strasbourg avaient le pied bien appuyé sur le frein du débat comme s'il fallait gagner du temps pour occulter les orientations politiques, économiques et**

nos députés européens. Les études d'opinion montrent pour l'instant le risque d'une abstention forte dans les couches populaires, chez ceux qui souffrent le plus de la crise et des ravages du capitalisme, chez ceux qui se sentent floués par les promesses politiques. Pourtant, le vote massif pour les listes du Front de Gauche dans lequel est engagé le PCF peut changer la donne et les rapports de force aussi bien sur le plan national qu'au niveau des institutions européennes. **Un Front de Gauche qui est une construction politique rassembleuse, porteuse d'espoir pour ceux qui subissent la loi de l'argent roi. Ses militants sont sur le terrain, lancés dans la campagne pour faire savoir qu'une autre Europe est possible, par une harmonisation sociale par le haut, un smic porté à 60 % du salaire moyen de chaque pays membre de l'UE, le développement des services publics, le pouvoir d'intervention des salariés dans les choix des entreprises, le contrôle politique de la Banque centrale européenne...**

listes du Front de gauche peut changer la donne et les rapports de force »

sociales qui ont conduit à la situation actuelle. L'ampleur du mécontentement populaire et de la colère sociale vis-à-vis des politiques menées depuis des années en France et en Europe embarasse les tenants du libéralisme, qui n'ont d'autre projet pour les peuples européens que la continuité servie avec de la pommade. Une pommade qui sent fort le retour prochain du Traité de Lisbonne, de la concurrence libre et non faussée, de la libéralisation des secteurs publics, de la casse des garanties et des protections sociales. Face à cela, une seule solution : une participation forte des salariés, des retraités et des jeunes, aussi bien dans les mobilisations à venir que le 7 juin pour élire

Le 7 juin, nous pouvons sanctionner la politique du gouvernement et de Nicolas Sarkozy, faire respecter le choix clair des françaises et des français lors du référendum de 2005 et réorienter l'Europe vers l'essentiel : améliorer en permanence la vie quotidienne des peuples. Le 7 juin, ne laissons pas les partisans de l'Europe telle qu'elle est, gagner la bataille des urnes !

Des luttes au vote : faire échec au libéralisme

Les rassemblements du 1er mai, après les fortes mobilisations de janvier et de mars, les luttes multiformes menées, jusqu'à la mobilisation des médecins contre la réforme de l'hôpital, tous les indicateurs sont bien au rouge pour le gouvernement. Si celui-ci tente de voir dans les mobilisations des « révoltes », certains à droite annonçant même un « risque révolutionnaire », c'est pour mieux s'opposer frontalement à toutes les exigences sociales et ignorer superbement les détresses humaines qui se cachent derrière l'aggrava-

tion du chômage. L'expérience vécue dans notre département avec le rejet par le gouvernement de l'accord intervenu entre la direction et la CGT du Grand Port Maritime de Nantes illustre bien avec quel mépris le pouvoir traite les salariés.

Le mouvement social prend parfois des formes inédites, la contestation des dogmes qui président aux logiques politiques en œuvre s'exprime parfois avec force et violence, mais la première des violences n'est-elle pas celle faite aux salariés, aux hommes et aux femmes, aux jeunes que l'on jette à la rue au moment même où les banques reçoivent des sommes colossales ! Des mouvements qui feraient peur ? On ne décrète pas une révolution, ni une coagulation d'insurrections, ni

une « simple » grève générale d'ailleurs. **Le mouvement social a besoin de perspectives politiques, de conquêtes et de victoires, pour espérer et se développer.**

De même, toute politique alternative a besoin du mouvement social, pour exister durablement et relayer son combat quotidien... Les rapports de forces ne sont jamais figés, ni en France, ni en Europe. La récente victoire que vient d'emporter le Parlement européen en faisant échec à la tentative d'allongement de la durée du temps de travail hebdomadaire à 65 heures, est un revers



sérieux pour les tenants de l'Europe libérale. Elle est également un point d'appui pour les salariés en Europe, les forces syndicales et les forces de gauche représentées au parlement européen.

Les citoyens ont, pour leur part, un moyen de se faire entendre toujours avec plus de force, le 7 juin aux élections européennes en votant pour les listes présentées par le « front de gauche ».

De vous à moi...

Mais quelle est cette étrange maladie qui touche le locataire de l'Élysée ? Ce mal qui se caractérise par un fort repli sur soi-même, une incapacité totale à regarder autour de lui, d'entendre, d'écouter, ce qui se dit, ce qui se fait.

Notre petit Nicolas est ainsi, même si des symptômes s'étaient déjà manifestés, en train de nous faire une poussée qui s'avère majeure. Vous rendez-vous compte, tout le monde est dans la rue, manifeste, exprime son désaccord, et lui, il continue de plus belle comme si rien ne se passait.

Le pôle emploi qu'il a créé il y a peu de temps, est déclaré par tous les professionnels comme une catastrophe... il persévère. L'emploi des jeunes n'a jamais été aussi important... Il utilise les vieilles méthodes dépassées qui consistent à donner une manne financière de 1,2 milliards aux patrons sans contrepartie. Chercheurs et universitaires refusent la loi sur les universités... Il félicite la ministre de tutelle. Les milliards accordés aux banques n'ont en rien modifiés la nature de la crise et la « morale » des banquiers... Il continue dans la même direction. L'hôpital public est malade au point de voir coude à coude toutes les catégories hospitalières dans la rue, y compris les illustres mandarins... Il est le seul avec R. Bachelot à continuer de dire qu'il est sur le bon chemin.

Sa maladie : c'est sa volonté de répondre coûte que coûte aux demandes du capital. Seule avant lui la Dame de Fer avait osé porter une politique nationale à ce niveau de servitude au grand capital. Pour la démocratie et pour la France, il est temps de mettre fin aux agissements de ce « grand malade » et d'endiguer toutes possibilités de récidives.

Y.C.

...en Loire Atlantique.

VITE LU
VITE DIT

L'offre nouvelle à gauche



« Nous représentons la seule offre politique nouvelle à gauche » a insisté le communiste Yvon RENEVOT, lors de la conférence de presse qu'il a donné à Saint Nazaire pour présenter, en compagnie de Pierre JEGO, du Parti de Gauche, le programme et les principales initiatives proposées d'ici le 7 juin. Tous deux ont revendiqué leur filiation étroite avec le « non de gauche » du référendum de 2005. « Une histoire qui nous porte » dira Pierre JEGO. Participants actifs de toutes les manifestations unitaires depuis le début de l'année, les communistes insistent également pour « mettre un carton rouge » à Sarkozy le 7 juin et pour commencer à « changer d'Europe » avec les autres forces progressistes représentées au parlement de Strasbourg. Outre la fête des Nouvelles, ils ont donné rendez vous dans toutes les manifestations et ont invité à participer à un café citoyen le 15 mai à 20 h 30 au Dupleix sur l'esplanade des droits de l'homme (près de paquebot).

Soutien unitaire à gauche pour le 1^{er} Mai

A nouveau, ce sont 9 partis de gauche (PCF, PS, Verts, Parti de Gauche, Gauche Unitaire, UDB, PRG, MRC, Alternatifs) qui ont apporté, ensemble leur soutien aux manifestations du 1er Mai... A l'exception du NPA qui avait pourtant participé aux déclarations unitaires pour les 29 Janvier et 19 Mars. Comprenez qui pourra.

108 élus communistes en voyage de solidarité Palestine !

Notre camarade Sandrine Fleurimont (ici avec Hind Kouri, déléguée de l'autorité palestinienne en France), adjointe au maire de Saint-Herblain participait à la délégation de l'association nationale des élu(e)s communistes et républicains en Palestine, elle témoigne pour NLA.



« Les larmes de nos mères et de nos filles irriguent la terre de Palestine ». C'est ce que nous a dit Fadwa Barghouti, la femme de Marwan, emprisonné depuis 2002 dans les geôles Israéliennes avec 11000 autres prisonniers palestiniens dont 1/3 du parlement, lorsque nous l'avons rencontré à Ramallah. J'étais dans l'avion direction Tel Aviv le 11 avril 2009 avec une partie de la délégation organisée par l'Anecr et l'Ajpf, nous sommes arrivés avec 4 vols

différents, vous imaginez 108 cocos qui débarquent tous ensemble sur le sol Israéliens ! Impossible, surtout que là-bas, à peine arrivés, on vous met tout de suite dans

l'ambiance, ce n'est pas yukulé et colliers de fleurs, non non, c'est mitraille au poing et arrestation des copains basanés. 2 heures d'interrogatoire et un coup de fil du consul de France suffiront à peine à la police Israélienne pour lâcher nos camarades et nous permettre de rejoindre Jérusalem Est où nous attendait l'autre partie de la délégation. Dès le lendemain, nous partions en direction du camp de Aida à Bethléem, de l'autre côté du Mur.

Le Mur 700 kms de béton, de barbelés et de points de contrôles qui enserrant la Cisjordanie.

Le Mur édifié sur le territoire Palestinien en arrachant plus de 100000 oliviers et agru-



miers. Le Mur qui chasse les paysans de leur terre. Le Mur qui détruit l'économie Palestinienne. Le Mur qui divise les

familles et qui empêche le libre accès à la santé, à la culture et à l'éducation.

L'entreprise Israélienne de colonisation massive est en marche, il reste aujourd'hui aux Palestiniens 12% de leur territoire historique.

Que dire des colonies, on en dénombre 170 en Cisjordanie.

Que dire des routes de contournements qui permettent aux colons de circuler « en toute sécurité » mais qui font de la Cisjordanie un gruyère, empêchant ainsi les Palestiniens de passer librement d'une ville à l'autre.

Que dire du Tramway de l'Apartheid construit par ALSTOM et qui sépare Jérusalem Est (capitale d'un futur état Palestinien) en 2, permettant aux colons d'aller travailler et de rentrer chez eux « en toute sécurité » mais que les Palestiniens ne feront que regarder passer.

Que dire des camps de réfugiés, 1.3 million de Palestiniens vivent dans ces camps,

ils sont 7 millions en tout.

J'ai vu des enfants rire et jouer au milieu des gravats.

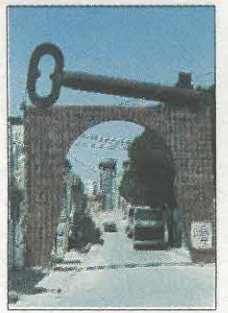
J'ai vu des femmes me montrer la clé de leur maison en espérant y retourner un jour.

J'ai vu la Fraternité, la Solidarité et le Courage.

Et surtout j'ai vu l'Espoir.

Ce que je peux vous dire, c'est que j'ai vu un peuple debout, digne, affaibli par 60 ans de conflit certes, mais pas résigné pour autant.

Mais dans l'avion du retour j'ai acquis une certitude, si l'on



n'oblige pas rapidement l'état Israélien à appliquer les résolutions de l'Onu, nos petits enfants, lorsqu'ils regarderont une carte du monde, verront qu'entre l'Egypte et la Jordanie, il n'y a qu'un seul pays et qu'il s'appelle Israël.

Le Front de gauche au cœur des défilés massifs du 1er Mai

25 000 à Nantes, 10 000 à Saint-Nazaire, 1000 à Ancenis et 600 à Chateaubriant.

Autour d'une unité syndicale historique, rarement le 1er Mai n'aura connu pareille mobilisation. Très présents dans les cortèges, les militants communistes ont, bien entendu, vendu le traditionnel muguet et diffusé les vignettes pour la fête des Nouvelles de Loire-Atlantique.

Mais avec leurs partenaires du Parti de Gauche et de la gauche unitaire, ils ont également témoigné de leur détermination à faire entendre les revendications sociales dès les prochaines échéances électorales. A Saint-Nazaire, c'est un cortège du Front de Gauche qui s'est constitué dans lequel on comptait de nombreux élus communistes. Gilles Bon-

temps et Françoise Verchère candidats de Loire Atlantique sur la liste du Front de gauche, étaient présents dans la manifestation de Nantes avec le tête de liste Jacques Généreux.



L'écho des européennes



Alors que la campagne médiatique pour les européennes démarre à peine, et que peu de français sont encore au fait des enjeux de ces élections, un événement vient mettre en lumière combien les rapports de forces ne sont pas figés en Europe. Les députés européens viennent en effet de geler une proposition du Conseil européen et de la Commission de démanteler la directive européenne qui fixe la durée du temps de travail à 48 heures en Europe. On voit sans doute là un des premiers effets sur les instances européennes des mobilisations des salariés et du scrutin du 7 juin prochain. La possibilité de faciliter l'allongement de la durée du temps de travail jusqu'à 65 heures aurait été vu comme un nouveau coup de poignard après son incapacité à

décider de mesures coordonnées de défense de l'emploi face à la crise.

Après les mobilisations du 29 janvier, du 19 mars et du 1er mai en France, et avant celles des européennes, des 14 et 17 mai, voilà un premier signal que des rassemblements dans la rue et dans les urnes peuvent faire faire dériver les engrenages bien huilés de la mécanique libérale européenne. Voilà qui donne du grain à moudre à un Front de Gauche qui ne cesse de dire que ces élections peuvent être pour les salariés l'occasion de porter l'ambition d'une autre politique économique et sociale européenne, que celle du soutien au profit financier et du dumping social. De nombreuses initiatives du Front de Gauche aux portes des entreprises sont organisées pour mettre en débat cette ambition ; dans notre département à la Biscuiterie Nantaise, à la SNCF, aux Chantiers de l'Atlantique ou chez Airbus par exemple, mais aussi dans toute la France en direction des industries, des entreprises de services, des entreprises et des services publics. **Il reste donc un mois pour que ce petit recul des tenants de l'ordre libéral européen se transforme en un mouvement de profonds changements économiques et sociaux en Europe.**

Le dossier.

Front de Gauche

Face à l'indifférence médiatique, l'élan d'une campagne de terrain.

Alors que l'UMP, le PS et les médias nationaux allaient jusqu'ici à reculer face à cette campagne des élections européennes, aujourd'hui tout semble s'accélérer. De plus en plus d'émissions de radio ou de télévisions, y compris touchant à d'autres sujets qu'à la politique, commentent à la traiter, des articles de journaux fleurissent ça et là. On assiste par ailleurs aux premières joutes médiatiques ; Aubry railant Fillon parce qu'il critique Aubry (sic !). **Peu à peu s'installe... le spectacle médiatique mettant en scène les principaux artisans de la construction européenne actuelle.** Oubliés les NON français et néerlandais au Traité Constitutionnel Européen, oublié le NON irlandais au Traité de Lisbonne, oubliés les mouvements sociaux européens dans certains grands groupes, oubliée l'in-

capacité des Etats européens à se mettre d'accord sur une relance sociale face à la crise. A bien regarder ce début de campagne on croirait que les électeurs n'ont le choix qu'entre le Parti de celui qui « a réussi à relancer l'Europe politique », l'UMP affilié au Parti Populaire Européen, et ceux qui « s'ils ont la majorité mettront en place l'Europe sociale », le PS affilié au Parti Socialiste Européen. Les premiers niant la crise démocratique qui s'est peu à peu installée au cours de la construction européenne, les autres omettant leur rôle dans la cogestion des institutions européennes, et donc dans les politiques libérales mises en place. Tout juste voit-on poindre dans le paysage médiatique les seconds rôles – Bayrou, le duo Bové / Cohn Bendit, Besancenot – qui, chacun à leur manière, tra-

vaillent l'idée que les rapports de force politiques et idéologiques ne peuvent évoluer en Europe. **Le Front de Gauche est lui victime d'un ostracisme médiatique quasi générale dans les médias.** **Comme en 2005, un des enjeux de la campagne actuelle est de transformer le cadre même du débat public.** C'est ce à quoi s'attache le Front de gauche tant sur le fond, faire primer la confrontation d'options politiques claires sur les histoires de casting, que sur la forme, en multipliant les rencontres et les débats au plus proche des gens. Ceci avec l'objectif que, de la même manière qu'au référendum sur le TCE, les gens s'approprient les enjeux politiques, mais fassent aussi le lien entre les politiques européennes et leur propre situation. **Une posture qui tranche tant dans une**

majeur partie de la population, le sentiment que la crise appelle de nouvelles politiques ambitieuses, mais aussi de nouveaux rassemblements. On en veut pour preuve la multiplication des mouvements sociaux et leur soutien par la majorité des français. **Les quelques semaines qui restent vont être décisives.** Après une première salve d'initiatives principalement autour du rôle que l'Europe pourrait jouer pour en finir avec la crise, la campagne de masse va s'accélérer. **Avec l'objectif d'un maximum de rencontres individuelles qui permettent aux gens de connaître la démarche du Front de gauche et ses propositions.** L'élan que l'on sent poindre aujourd'hui dans la population peut rencontrer la volonté politique du Front de Gauche d'en finir

QUELQUES INITIATIVES PUBLIQUES EN LOIRE-ATLANTIQUE

Jeudi 7 Mai : MISSILLAC, salle de la garenne à 20H30
Vendredi 15 Mai : LES SORINIERES, centre associatif et culturel à 20H00
Vendredi 15 mai : SAINT-NAZAIRE, Brasserie le duplex à 20H30
Mardi 19 Mai : SAINT HERBLAIN, Centre socioculturel du Sillon de Bretagne à 20H00
Mercredi 20 Mai : TRIGNAC, Salle Dulcie September à 20H30
Mercredi 27 mai : REZE à 20H30
Jeudi 28 Mai : VALLET, Salle Georges Brassens à 20H00
Mardi 2 Juin : ANCENIS
Mercredi 3 Juin : LE CROISIC
Jeudi 4 Juin après 20 heures BLAIN

avec les vieilles recettes libérales en France et en Europe, et de permettre aux gens de se réapproprier les questions qui les concernent. Reste maintenant à transformer l'essai !



Michel RICA, secrétaire départemental du PCF



Alors que la campagne débute réellement dans le pays, comment se porte le Front de Gauche ?

Même si cette construction entre des organisations diverses et des citoyens engagés pour construire une autre Europe n'a que quelques mois, on sent qu'elle suscite dans la population un certain intérêt. Notamment parce qu'elle fait écho à une envie de rassem-

blement chez les salariés et les jeunes qui luttent et qui ne veulent pas être ceux qui vont payer la crise. Le Parti de Gauche et la Gauche Unitaire participent de cette construction. **Mais pour réussir une campagne de proximité, l'engagement de tout ce qui fait le Parti Communiste – sa force militante, son implantation locale, ses élus – sera donc d'une importance considérable.**

Justement, peux-tu nous faire un point sur la campagne, à un mois de l'échéance ?

Les premières initiatives locales, sur les marchés ou aux portes des entreprises, ont déjà plus d'un mois, avec la signature de l'appel à soutenir le Front de Gauche et la distribution

d'un à 80.000 exemplaires d'un tract sur l'Europe face à la crise. Des initiatives qui mobilisent déjà beaucoup de militants. Avec le mois de mai, les initiatives vont s'intensifier autour de la distribution de nouveaux matériels, mais aussi de nombreuses rencontres publiques. Près d'une quinzaine sont déjà prévues dans le département. Une accélération de la campagne va être décisive pour notre résultat. D'autant que les dernières semaines sont souvent les plus importantes, comme en 2005 où le basculement vers le NON s'était opéré un mois avant le référendum. **Avec le début de la campagne dans les médias, nos initiatives peuvent prendre un nouvel écho. Tout dépend maintenant de notre mobilisation.**

Ils ont dit :

Guillaume TOURNAT, Parti de Gauche



Malgré la volonté manifeste des médias et des partis pro-systèmes de tenir la majorité du peuple loin de leur pré-carré, la

campagne des européennes est belle et bien lancée. **Il est enfin temps de rendre la parole au peuple. Nous soutenons, partout, les salariés en difficulté, les chômeurs et les précaires, les retraités contre cette minorité qui profite du**

système capitaliste mondialisé en toute impunité. Entre une gauche molle qui renonce à combattre la logique libérale et une gauche extrême qui refuse de s'unir aux autres forces de progrès, il existe désormais un Front de Gauche qui réunit l'essentiel de ceux qui ont mené la bataille pour une réorientation du projet européen en 2005.

Nous en appelons aux militants, syndicalistes, associatifs et à tous les citoyens pour constituer un front populaire qui ouvre un nouvel avenir à la France et à l'Europe dévastées par le libéralisme.

Les militants de la Gauche Unitaire de Nantes

Entrer en campagne dans le Front de Gauche était la seule solution possible. **Donner un relais au mouvement social, proposer une autre Europe, renouer les « fils brisés » du NON de gauche nous apparaît en conscience comme une nécessité.** Nous retrouvons les échanges fraternels qui furent les nôtres en 2005 et constatons l'ampleur de nos accords. Nous sentons partout la frustration de s'être fait voler le non au TCE. Les travailleurs, les citoyens sont

demandeurs de ces démarches tant ils veulent nous voir unis avec les militants du PCF, du PG et tous ceux et celles qui combattent le capitalisme. Rien ne paraît gagné d'avance, mais un mois avant le référendum, pensions-nous l'emporter ? Une nouvelle fois nous allons partout expliquer à quel point les directives européennes influencent notre quotidien. **C'est une campagne citoyenne que nous attaquons ensemble et c'est déjà une première victoire.** Pour la Gauche Unitaire cette campagne n'est qu'un début vers la construction du Front populaire dont nous avons besoin.

PRENONS NOTE...

La crise va durer

A un peu plus d'un mois d'élections européennes dont ils ne veulent surtout pas parler, les ministres de la garde rapprochée de SARKOZY nous assurent qu'ils perçoivent des signes de reprise économique. Si nous savons courber l'échine et encaisser sans broncher cela devrait aller mieux début 2010. Ce n'est pas l'avis de l'observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) qui, dans sa lettre du 20 avril, prévoit une **crise « longue et dure »**. **Les pertes d'emploi seront « de l'ordre de 800 000 dont les deux tiers en 2009 »**. L'économie française devrait connaître sa plus forte récession depuis les années 1930. « Malgré les plans de relance, la cure est partie pour durer » concluent les économistes.

Succès chez Valoréna

Valoréna, le site de valorisation des ordures ménagères situé à l'est de Nantes traite les déchets de la communauté urbaine et fournit le chauffage et l'eau chaude de 16 000 foyers en centre ville, sur l'île de Beaulieu, Saint-Jacques... **L'usine appartient au groupe Suez qui a fait 6,4 milliards d'euros de bénéfice l'an passé.** Malgré ces résultats, les salariés du site considéré « comme le plus rentable du groupe » ont été contraints de faire **8 jours de grève pour faire aboutir leurs revendications concernant l'amélioration de leur pouvoir d'achat.** « C'est la première fois qu'on fait une grève de cette ampleur » reconnaît Patrick GUIZIOU le délégué CGT. Les salaires ont été réajustés et la prime d'intéressement initialement annoncée à 1400 euros a été portée à plus de 1800 euros.

60 000 ménages recevront le RSA

Le conseil général mettra en place le dispositif à la fin du semestre pour de premiers versements aux allocataires le 5 juillet prochain. Selon ses estimations, 60 000 ménages devraient recevoir le Revenu de Solidarité Active (RSA) qui remplace le Revenu Minimum d'Insertion (RMI) et l'Allocation de Parent Isolé (API). Le RSA sera financé à hauteur de 80,5 millions d'euros par le département.

TAN, le service perturbé

A l'appel de la CGT, majoritaire parmi les 1600 salariés, les transports publics nantais ont été perturbés pendant une semaine, fin avril, par une grève de 55 minutes le matin ou le soir en alternance et aux heures d'affluence. L'organisation syndicale entendait ainsi peser sur les négociations salariales annuelles de l'entreprise.

Rezé : + 20% de demandes d'aides en un an

Le chômage, la précarité, le pouvoir d'achat en berne et les « réformes » du gouvernement SARKOZY-FILLON ont des conséquences directes sur la vie des Ligériens et sur le budget des collectivités. Ainsi, en 2008, le **centre communal d'action social de Rezé a répondu à plus de 1200 demandes d'aide.** En un an les aides alimentaires ont augmenté d'un tiers. Elles représentent 57% d'une enveloppe globale de 151 000 euros.

Le dimanche... on s'aime

Le Président de la République et Brice HORTÉFEUX, son homme de main (qui fait savoir à qui veut l'entendre « qu'il va débloquent le dossier ») continuent à vouloir imposer le travail du dimanche malgré trois échecs au parlement. Il faut dire qu'ils disposent d'alliés retards sur le terrain comme l'Intermarché du quartier Zola à Nantes qui, depuis le 22 mars, ouvre le dimanche matin. Le dimanche « on se repose, on se promène, on va au ciné, on s'aime... » dit dans un tract la CGT qui revendique haut et fort le respect du repos dominical. Elle organise des rassemblements devant le magasin chaque dimanche matin demandant aux clients d'être solidaires et en faisant signer des pétitions.

Construction navale : le militaire est-il « la » solution ?



La venue à Saint-Nazaire de Patrick DEVEDJIAN ministre chargé de la mise en œuvre du plan de relance de l'Économie, et de Hervé MORIN, ministre de la Défense et l'annonce de la **commande d'un bâtiment de projection et de commandement (BPC) permet à la construction navale de voir venir : 1,5 millions d'heures de travail annoncées pour STX, 1,2 millions pour les sous-traitants** ce qui n'est pas négligeable. « Grâce à la construction de ce BPC, 250 emplois vont être préservés sur quatre mois chez STX et 100 sur cinq mois dans la sous-traitance » a affirmé Patrick DEVEDJIAN. « **Il ne s'agit pas pour nous de refuser cette commande tant attendue par les salariés** » précisent, dans un communiqué à la presse et dans un tract distribué aux Chantiers, les communistes de Saint-Nazaire qui conviennent qu'elle vient à point pour permettre « de souffler un peu ». Ils alertent, cependant, les salariés sur le fait que les commandes militaires ne représentent pas et ne représenteront jamais « la solution ». Ils rappellent que si le site nazairien est en difficulté, c'est qu'il s'accroche, depuis des années, « au tout paquebot ». **Diversifier la production pour répondre aux besoins du commerce maritime, investir sur le site, renoncer à la stratégie de « la sous-traitance maximale »** dont le procès en appel de l'accident de la passerelle vient rappeler « les risques lourds » et embaucher dans toutes les catégories (ouvriers, ETAM et ITC) avec pour objectif "un chantier à 5000" sont, d'après eux, les conditions sine qua non à remplir pour que la construction navale ait un avenir pérenne dans leur ville.

Trelleborg supprime 650 emplois

Le groupe suédois Trelleborg a racheté le site de Carquefou en 1999 ce qui lui a permis de devenir équipementier chez Renault et PSA et lui a donné la position de leader mondial sur les systèmes antivibratoires dans l'automobile. **Pendant toutes ces années, le site de Carquefou a dégagé de substantiels bénéfices qui ont permis l'achat et le développement d'usines dans les pays à bas coûts** (Pologne, Slovaquie, Tchéquie, Roumanie, Turquie...). Aujourd'hui, sous prétexte que des activités ne sont pas rentables, la direction délocalise la production dans ces pays et **350 salariés sont licenciés. Déjà, fin 2008, 300 contrats d'intérimaires, présents sur le site depuis plusieurs années, ont été supprimés.** Ce plan social entraîne des suppressions d'emplois et des dépôts de bilans chez tous nos sous-traitants (PME, moulistes, transport, nettoyage, gardiennage, ateliers protégés...). **Le manque de moyens donnés à la recherche et au développement et surtout le licenciement annoncé de 40 personnes travaillant dans ce secteur,**

démontrent que le groupe n'a pas la volonté de pérenniser l'emploi à Carquefou. Le 8 avril, devant la préfecture, les salariés de Trelleborg, soutenu par d'autres entreprises qui sont dans la même situation (MHS, GOSS, 3 AXE...) ont une nouvelle fois montré leur fort mécontentement. La direction présentait son projet de convention de revitalisation aux élus locaux. **Selon ce plan, 55 salariés licenciés seulement se verraient proposer un poste !** Le projet consiste à inciter des entreprises extérieures à venir s'implanter dans les locaux vides de Carquefou et à aider financièrement d'autres entreprises qui se porteraient candidates pour embaucher des salariés ex Trelleborg. Cela pourrait concerner 192 salariés. Aucune proposition de formation n'a été faite alors que, depuis des années, la CGT alerte la direction sur l'urgence des besoins notamment pour la catégorie ouvrière. Est-ce cela la préservation de l'emploi sur le site ? La direction mais aussi les pouvoirs publics doivent cesser de tergiverser et prendre leurs responsabilités.

Christophe Janot

Laiterie de Derval : Bongrain veut délocaliser les salariés++

Depuis qu'ils ont appris que leur laiterie fermerait ses portes en octobre, les 83 salariés multiplient les initiatives pour sauver leur établissement. **Le 27 mars 900 personnes défilaient dans la commune** témoignant de l'émotion suscitée par la brutale décision de la Compagnie Laitière Européenne, filiale du groupe Bongrain.

La production de lait UHT (23 emplois) serait cédée au groupe Coralys dont l'usine est implantée en Ille et Vilaine, la production de crème fraîche (24 emplois) à Elvir basée dans la Manche. **29 personnes seulement resteraient à Derval pour assurer la collecte des 324 producteurs de lait.** Selon l'étude, la décision de fermeture ne répond à aucune nécessité économique mais bien à un objectif stratégique du groupe. Un objectif qui obligerait, dans le meilleur des cas, les salariés concernés et leurs familles à se délocaliser !



Goss : un avenir toujours aussi incertain

Le sort de l'usine de rotatives de Nantes est entre les mains de Mathlin Patterson, le fonds de pension américain qui continue à privilégier le regroupement de l'activité du groupe sur le site de Montataire dans l'Oise ce qui entraînerait la suppression de 200 emplois. L'actuel directeur de Montataire vient d'être nommé président de Goss Nantes dans ce but. Parallèlement **Eric Normand, l'ancien directeur de l'usine de Nantes, limogé début mars, continue de travailler à un plan de reprise qui a le soutien des salariés, du préfet et des élus de Nantes Métropole.** Le projet pourrait bénéficier d'une aide du Fonds stratégique d'investissement, créé fin 2008 pour soutenir les entreprises en difficulté.

René Couillaud fermé

Le coup de grâce est tombé le 15 avril : une lettre recommandée signée de l'adjoint au maire de Saint-Sébastien qui prévient que **la convention qui liait la ville au centre socio culturel (8 permanents, 16 animateurs vacataires, 750 adhérents), le plus ancien de la ville (il a ouvert ses portes en 1977), ne sera pas renouvelée.** Le courrier pointe la mauvaise gestion de l'établissement et une demande de subvention « imprécise et trop élevée ». Président, adhérents et salariés (« qui ne savent pas ce qu'ils vont devenir » alors que leur association va être mise en liquidation judiciaire) ont organisé une conférence de presse devant la mairie où les élus ne sont pas décidés à revoir leur position.

Evénements, culture, idées.

A l'heure du Big-Bang Sarkozy-Balladur-Mauroy : Un "essai sur l'interterritorialité" d'actualité

Cela fait plusieurs décennies que la France réinvente ses territoires. L'auteur le rappelle d'entrée : "le territoire est un espace socialement construit et approprié" à la fois référent identitaire, cadre de régulation et périmètre pour l'action publique. Géographe, professeur à l'université de Grenoble, il a exercé un mandat d'élu local, engagement politique qui lui permet de revendiquer ici une parole mixte féconde, propre à l'essai. "L'hypothèse interterritoriale" qui fonde cet essai tient dès lors en trois propositions :

- Les territoires, en tant que sujets politiques, sont en retard sur les territoires en tant que sujets sociaux et économiques ;
- Ils ont désormais moins à organiser et exercer le pouvoir sur l'étendue qu'ils délimitent, à une seule échelle, communale à nationale, qu'un pouvoir interterritorial, à plusieurs échelles, qui devrait être mieux partagé.
- Le passage d'une conception politique du territoire à une autre n'a cependant rien de spontané. Il requiert une invention, une volonté politique, technique et administrative : bref, une politique publique de l'interterritorialité.

L'ouvrage, soumet cette "hypothèse interterritoriale" à cinq questions, à travers autant de chapitres, parfois ardu mais tou-

jours suggestifs.

- La première question est sociale / sociétale : Qu'est-ce qui conduit les individus et les groupes à déborder par leurs activités, pratiques et comportements, les cadres territoriaux ? Cette mobilité ne fait pas bon ménage avec la fixité des territoires, et "le choc avéré dont le monde économique est le théâtre entre des acteurs de plus en plus labiles et transgressifs, et des régulateurs en mal de coordination et de logique systémique" a même été porté à son paroxysme avec l'accentuation récente d'une crise également territoriale.
- La seconde est plus spécifiquement urbaine, "parce que l'urbanité est notre horizon contemporain". Pourquoi le monde récent, dit faute de mieux "périurbain", est-il à la fois plébiscité par les contemporains, et pourtant orphelin de conceptions collectives et de politiques publiques ? L'hypothèse interterritoriale interpelle au quotidien cet espace périurbain comme un "tiers-espace".
- La troisième est politique : pourquoi les territoires, comme ceux de la recombinaison territoriale en France, ont-ils d'ores et déjà épuisé les ressorts de leur efficacité ? L'ouvrage dénonce alors les formes d'un "sur-régime" territorial, porteur "d'un attachement

de moins en moins tenable aux limites du territoire", à travers décentralisation et recombinaison territoriale communautaire.

- La quatrième est celle de l'action : comment organiser l'inter-

territorialité, l'auteur suggère plutôt une utopie concrète. Celle de "la déterritorialisation du pouvoir politique, pour mieux préparer sa reterritorialisation sur des bases nouvelles à inventer soulevant de lourdes questions de légitimité politique, de justice fiscale, d'efficacité de l'action (...) et ouvrant de nouveaux espaces pour la démocratie des usages, pour l'affirmation de biens communs locaux-planétaires, pour une solidarité plus redistributrice".



territorialité ? Avec quelles marges d'action, qui soient en rupture avec le rapport quasi féodal de l'action publique territoriale ? De l'examen d'expérimentations, de pratiques marginales et de changements de fond plus ou moins cachés, se dégagent alors quelques bases d'apprentissages de l'interterritorialité, concernant aussi bien l'élu local, le technicien territorial, que le citoyen habitant.

- La cinquième est posée à l'histoire. En lieu et place d'une douteuse post-modernité,

Evitant tout appel à une pseudo cause interterritoriale, ce livre invite avant tout au débat entre territoires, "ceux des disciplines scientifiques, ceux des mondes professionnels, ceux des familles politiques et idéologiques, comme ceux des êtres géographiques et sociaux que nous sommes. Entre territoires, il y a encore tant à inventer !" M. Vanier, « **Le pouvoir des territoires, essai sur l'interterritorialité** », Ed. Economica/Anthropos, 2008, 160 p. 19 €.

LIRE

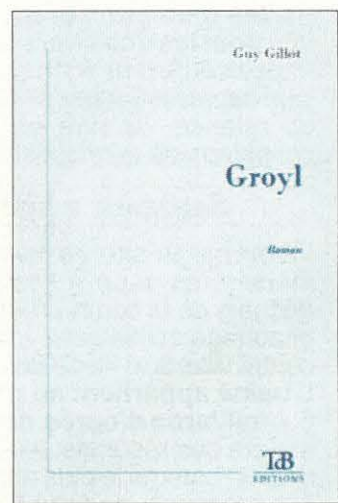
Coup de cœur pour "Groyl" de Guy Gillot

Lire GROYL que Guy Gillot vient de faire paraître est un moment rare. GROYL met d'abord en scène les aventures dramatiques (ou tragiques, c'est selon le point de vue où l'on se place...) d'une famille totalement foutraque, dans un pays qui n'est pas le nôtre - en Allemagne pour tout dire - à une époque assez indéterminée mais qui se laisse quand même deviner, où le père de famille qui habille sa volonté de puissance de vêtements forts bourgeois (il est directeur de banque, n'est-ce pas ?) règne sur une épouse docilement soumise comme il se doit, trois enfants originaux mais assez obéissants pour avoir la paix, et quelques animaux domestiques qui jouent à l'indépendance (être domestique ne signifie pas forcément être à l'attache...) Fortement irascible, le « Groyl » use et abuse d'une sentence terrible « A ma mort, je t'interdis de marcher derrière mon cercueil ! ».

Lestement portraiturés, les protagonistes vont quitter la ville pour s'installer à la campagne, répondant ainsi entre autres à la question de « l'espace vital », y rencontrent des personnages hauts en couleur, dont un orphelin français, étrangement recueilli par une communauté de moines, assez peu charitables, et enchaînent les moments où le ridicule le dispute au sérieux... Puis soudain le récit bascule ; plus question de dérision ni de fiction totale, c'est d'une quête souveraine qu'il s'agit : celle d'une identité qui n'a pas été niée jusqu'alors, mais est restée plus ou moins masquée et qui taraude l'homme empreint d'humanité et de sincérité qu'est Guy Gillot. Avec sa famille, au sein de laquelle il entretient pour notre bonheur une admirable relation fusionnelle, il part enfin à la recherche de ses propres traces, gravées dans un douloureux passé collectif qui a marqué le siècle.

Courez vite vous procurer ce petit opus qui n'a été édité qu'à peu d'exemplaires et qui n'est pour le moment diffusé que par une seule librairie à Nantes (chez Coiffard), vous découvrirez un bel hommage à l'amour (filial et familial) et un auteur dont les qualités d'écriture laissent pantois.

JPL



Guy Gillot, "Groyl", Ed. TdB, 2008, 200 p., 19,50 €

VOIR...



1949-2009 60 ans de luttes pour la paix

À l'occasion de son 60e anniversaire, le comité nazairien du **Mouvement pour la Paix** prépare une exposition. En une douzaine de panneaux abondamment illustrés, il présente, à partir de documents de ses archives, souvent inédits, ses campagnes : contre la menace atomique en Corée, pour l'Appel de Stockholm, contre les guerres coloniales, dont celle d'Algérie ; contre la force de frappe française, au début des années 1960 ; un bateau pour le Vietnam en 1967-68 ; contre les Euromissiles dans les années 80 et la reprise des essais nucléaires en 1995... Jusqu'aux enjeux d'aujourd'hui : nouveaux défis pour la Paix et retour dans l'OTAN.

Cette exposition sera présentée au cours de la fête des NLA, les 30 et 31 Mai prochains, au parc paysager de Saint-Nazaire, dans le stand des débats et du livre.

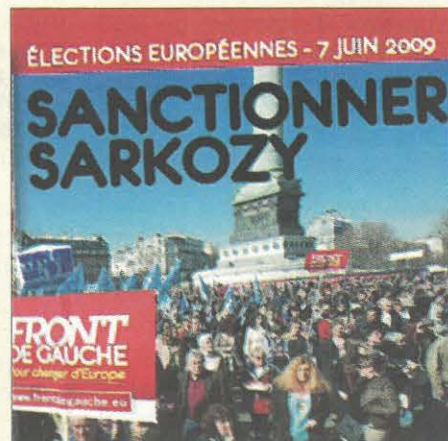
MÉDIAS

Campagne des Européennes

Selon un sondage publié par la Commission européenne, l'abstention pourrait atteindre 66% dans l'ensemble des 27 pays de l'Union et serait encore plus élevée chez les jeunes. Une autre étude montre que la manière d'organiser les élections, décidée par chacun des Etats, pèse beaucoup sur la participation. Or une très grande opacité découle de formes alambiquées. Le scrutin européen ne peut plus être caricaturé en affrontement entre "europheiles" et "eurosceptiques". Malgré un

désintérêt électoral partagé, les thèmes prioritaires sont bien les mêmes d'un pays à l'autre, avec une crise économique, sociale et environnementale qui ne connaît pas de frontières. Dans un tel contexte, il serait nécessaire de promouvoir un véritable débat. Et que les médias s'intéressent davantage aux sujets de fond et pas seulement à ces arrangements politiques qui déterminent, dans certains partis, le choix des candidats. A force d'instrumentaliser ainsi le scrutin européen, on ne donne guère envie

de voter. Le PCF entend cependant bien convaincre les autres listes d'ouvrir le débat devant les élec-



teurs. Nous sommes persuadés que quelques semaines peuvent changer la donne, comme ce fut le cas en 2005, à la

veille du référendum sur le Traité constitutionnel et de la victoire du NON, dans une situation économique et sociale alors moins explosive que celle d'aujourd'hui. Avec comme message : « Ne laissez pas faire ce hold-up électoral ! Voter pour le Front de gauche c'est rendre sa colère utile en soutenant des propositions concrètes pour changer de cap en France et en Europe ». Une situation ouverte dans laquelle médias, presse et audiovisuel pourraient jouer un grand rôle en donnant mieux aux citoyens toutes les clés des enjeux, dans un débat contradictoire et pluraliste.

près de vous

Intercommunalités

En chiffres...

La Direction Régionale des Collectivités Locales (DGCL) vient de publier ses derniers chiffres au sujet des intercommunalités. 93,1% des communes et 87,3% de la population appartiennent à des groupements de communes. Cependant, il reste encore 2500 communes qui ne sont pas regroupées au sein d'une EPCI, environ 6 millions d'habitants (hors Paris). Si en 2008 le rythme des créations s'est accrue, la récente annonce de suppression de la Taxe Professionnelle risque de freiner le mouvement.

Rezé

Demandes d'aides



sociales en hausse

Comme le constate amèrement Yann VINCE sur son blog (www.yannvince.com) les chiffres de la demande sociale sont en hausse à Rezé : +20% de demandes d'aides en un an. Pour l'élu communautaire ce chiffre « est révélateur de situations humaines dramatiques ». Il tient pour responsable de cet état de fait, la politique actuelle du gouvernement ainsi que la logique économique capitaliste. « Nos sociétés ne pourront longtemps faire l'économie d'un débat de fond sur un système qui produit de l'exclusion » conclue t-il.

Saint Nazaire

Pas d'air pur à l'aire du capitalisme

Comme le souligne judicieusement Christian Saulnier dans Saint-Nazaire magazine « le capitalisme vert, c'est la continuation du capitalisme, un système destructeur de l'environnement et qui continuera même « verdi » à une expansion extraordinaire des inégalités ». Tout est dit, rien à attendre du capitalisme et des grandes entreprises privées en matière d'environnement. Des entreprises qui comme Général Electric s'emparent des énergies renouvelables parce qu'elles « n'ont pas oubliées que la couleur de la nature est celle du dollar ». Sans nier l'urgence à réduire les émissions de CO2, l'élu remarque que les dépenses engagées pour le Grenelle de l'environnement n'ont pas eu l'utilité escomptée et que l'urgence est également sociale.

L'invité

Le sport pour tous !

NLA a rencontré Jean-Jacques MOREAU conseiller municipal de la ville de Nantes en charge du sport universitaire et scolaire.

NLA – Quel regard portes-tu sur la politique nationale en matière de sport, et peut-on encore parler de service public national du sport dans la mesure où l'on va de plus en plus vers une logique d'investissement privé et une baisse du budget sport pour 2009 ?

Jean-Jacques MOREAU : L'état réduit l'ensemble de ses dépenses en matière de politiques publiques dans le cadre de la Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP), et dans ce cadre, la politique du sport est particulièrement touchée. Concrètement, cela se traduit par la fermeture de Centres d'Education Populaire et de Sport (CREPS), et par une remise en cause des filières de haut niveau. Les fédérations qui doivent pallier au désengagement de l'Etat se tournent alors vers les collectivités locales.

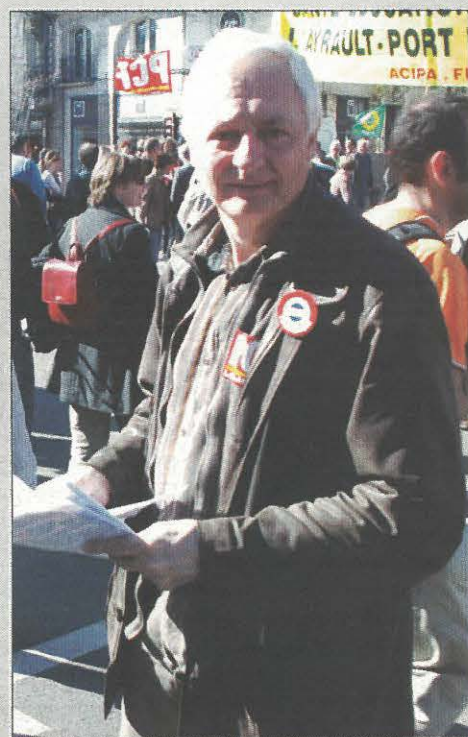
Le sport rentre dans un système concurrentiel et marchand dans lequel on oublie complètement les fondamentaux comme le mieux être physique et le lien social. Dans le cadre de cette marchandisation, il ne faut pas oublier que le financement par le biais de capitaux privés est très rare et concentré sur les disciplines phares.

NLA – On assiste alors à une dualité entre les pratiques amateurs et les pratiques professionnelles ?

JJM : Effectivement, ne s'en sortira que l'élite, dans cette logique la pratique en loisir va être complètement oubliée. Peut importe l'enjeu d'éducation et de santé. De six à treize ans, 50% des enfants en surpoids le sont à cause du manque d'activité physique. Le sport doit être pensé comme un maillon de la santé, or, la logique d'économie induite par la réforme des politiques publiques touche également l'enseignement du sport dans le système scolaire.

NLA – Au niveau local, quels sont les enjeux en matière de politique du sport et comment favorise t'on l'accessibilité au sport ?

JJM : 80% des équipements sportifs sont construits par les collectivités territoriales, ce n'est pas l'état qui permet solidairement de construire ces équipements. La question pour nous est : comment favoriser la pratique sportive, comment aider les associations à mettre en place des disciplines hors du temps scolaire. Pour cela, il faut bien sûr des infrastructures, car le grand problème pour faire venir au sport, fidéliser, c'est la proximité et aussi la diversité des activités physiques proposées.



Jean-Jacques MOREAU
Conseiller Municipal de Nantes subdélégué au sport universitaire et scolaire

L'activité

Vertou

Les dérives libérales de la mairie

Alors que le maire de Vertou, Laurent DEJOIE (UMP), se félicite de cette première année de mandat, Michel GOUTY tient au contraire à dénoncer les dérives libérales du maire ainsi que sa conception du service public et du secteur social. Pénalisation des familles par l'augmentation des repas scolaires ou lors de la perte de la carte de restauration, entretien de la salle de Gym par une société privée, fermeture du camping municipal, insuffisance criante de logements locatifs sociaux, application du service minimum dans les écoles, manque de structures pour la petite enfance diversifiées et décentralisées dans les quartiers, la liste est longue.

Ne se contentant pas de la seule critique Michel GOUTY fait des propositions parmi lesquelles la gratuité des prêts de livres à la bibliothèque, la construction d'une seconde piscine, l'amélioration de la rémunération du personnel municipal (13ème mois, chèque restaurant...).

Il dénonce également le déni de démocratie du maire quant à sa manière de procéder pour la fermeture du camping municipal, fermeture qui fait beaucoup de bruit dans la commune comme le montre le succès qu'enregistre la pétition que fait circuler l'élu communiste.

Département

Bouffée d'air pour les chantiers de Saint-Nazaire

Roger David, conseiller général du canton de Montoir-de-Bretagne était présent lors du lancement du « Programme BPC3 » à St-Nazaire. Véritable bouffée d'oxygène pour les chantiers, ce contrat de 420 millions d'euros va relancer l'activité. Confronté à la baisse de commandes de paquebots les effets se faisaient ressentir sur tout le bassin nazairien et les premières victimes ont été les intérimaires et les sous-traitants. La nouvelle commande émanant de l'Etat vise à la construction d'un bateau militaire de 200m de long, ce qui représente près de 2,5 millions d'heures de travail pour STX et ses sous-traitants.

Cependant, pour le conseiller général le fait que les chantiers soient en limite de charge pose question. La commande de l'Etat, si elle relance provisoirement l'activité, ne permet pas d'être optimiste pour l'avenir. Seule solution pour l'Élu, la diversification. Le tout paquebot est une logique risquée, il faut que les chantiers aillent vers d'autres opportunités. Parmi celles-ci, le développement des autoroutes de la mer entre les deux ports espagnols de Gijón et Vigo et St-Nazaire. A terme, 300 000 camions seront transportés par an et il y aurait besoin de deux navires, c'est peut-être sur ce marché complémentaire que les chantiers devraient se positionner.

CARENE

Les élus communistes à l'écoute des syndicalistes de l'aéronautique

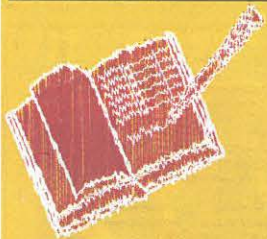
Hubert DELAHAIE, Alain MANARA et Christian SAULNIER élus à la CARENE ont rencontré les responsables CGT d'Airbus et d'AéroliA au moment même où l'usine de Saint-Nazaire Ville vient d'être filialeisée (AéroliA) et une partie du personnel transférée sur le site de Gron. Plusieurs sujets de crainte ont été évoqués parmi lesquels la filialeisation qui, si elle a permis d'éviter la vente, reste préoccupante d'autant qu'AéroliA vient de construire une usine en Tunisie. De plus, on assiste au niveau mondial comme départemental à une véritable mise en concurrence des salariés de l'aéronautique avec en ligne de mire la réduction des coûts salariaux. Christian Saulnier a d'ailleurs souligné combien la productivité s'était accrue, et comment ce qui s'est fait au détriment des salariés a profité aux actionnaires : « on a mis 30 ans pour construire les 1000 premiers avions, 3 ans pour faire les 1000 derniers ».

Autre préoccupation majeure, la recherche. Matériaux composites, moteurs plus économes, les enjeux de recherche et de développement sont essentiels pour l'avenir de l'aéronautique dans le département (près de 4000 emplois chez Airbus, 2000 chez les sous-traitants sans compter les nombreux emplois indirects).

D'ici 2020, 636 avions seront construits chaque année, ce qui devrait permettre de développer l'emploi (à terme 5000 personnes devraient travailler sur les sites nazairiens, mais avec quels statuts et pour quels salaires ?



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Missillac

Jeudi 7 mai :
Réunion publique du Front de Gauche, salle de la Garenne à 20H30 avec des candidats de la liste aux élections européennes.

Saint-Nazaire

Vendredi 15 mai :
Café citoyen sur les élections européennes avec des animateurs du PCF et du Parti de gauche à la brasserie du duplex (paquebot) à 20H30.

Les Sorinières

Vendredi 15 mai :
Réunion publique du Front de Gauche sur les élections européennes à 20H00 au centre associatif et culturel.

Saint-Herblain

Mardi 19 mai :
Réunion publique sur les européennes à 20H00 au Centre socio culturel du Sillon de Bretagne.

Trignac

Mercredi 20 mai :
Réunion publique sur les élections européennes avec des candidats du Front de Gauche à 20H30, salle Dulcie September.

++■ Assemblée générale des vétérans du PCF



C'est dans un contexte de campagne pour les élections européennes dont un des points d'orgue sera la fête des Nouvelles, 8 jours avant le scrutin, avec la présence de Marie-George BUFFET et de plusieurs candidats que s'est déroulée l'Assemblée générale des vétérans du PCF le mardi 28 avril aux Sorinières. Forts de leurs expériences militantes, les vétérans du PCF ont beaucoup à apporter dans cette campagne. Pour Jacques ROUSSEAU, nouveau Président de cette Amicale, « **il ne s'agit pas de considérer les vétérans comme des anciens combattants mais bien comme des adhérents communistes actifs qui ont au minimum 35 années de militantisme derrière eux sans interruption** ». Les différents intervenants ont rappelé les nombreuses luttes et les nombreux combats politiques auxquels ils ont pris part pendant toutes ces années, avec la ferme intention de poursuivre ces batailles pendant encore longtemps et de transmettre la mémoire militante. De Mai 68 aux mobilisations d'aujourd'hui, en passant par les nombreux mouvements sociaux des années 70, 80 ou 90, **les vétérans du PCF ont toujours travaillé à la constitution de fronts et de rassemblements pour la transformation de la société, pour la justice sociale et la paix dans le monde**. Daniel RENARD, Président de l'Amicale nationale, invité à cette Assemblée générale, a insisté sur la nécessité « de donner de l'espérance et des perspectives politiques crédibles » en ces temps de crise sociale et de « désespoir populaire ». C'est ce à quoi s'attachent les communistes au quotidien.



Nouveau bureau des vétérans : Jacques GUILBAUD, Claudine JACOTIN DORON, Gérard RASTEL, Joëlle REGNIER LE HERISSE, Maurice ROCHER, Jacques ROUSSEAU, Jeanine TROUILLARD.

■ Fête des Nouvelles de Loire-Atlantique

Avec le beau temps et dans une ambiance conviviale, 60 militants communistes ont participé au rendez-vous de la vignette, moment important de la préparation de la fête puisque ce rendez-vous a permis de faire le point sur la vente de la vignette de la fête, sur la bataille qu'elle nécessite et sur l'objectif politique de premier plan qu'elle représente. Aymeric SEASSAU, responsable de l'événement, a rappelé que « la fête des Nouvelles était une fête de toutes les luttes, une fête de la colère sociale, de l'espoir, d'une gauche qui avec les communistes travaille aux rassemblements sociaux et politiques pour faire reculer l'emprise des marchés sur la société ». D'ores et déjà, plusieurs centaines de vignettes ont été placées. Il faut saluer l'effort des militants communistes pour faire de la fête annuelle du PCF de Loire-Atlantique un succès. La palme provisoire du meilleur vendeur de vignettes revient à Maurice ROCHER, militant de Saint-Nazaire qui a placé à lui tout seul 33 vignettes !



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Aymeric SEASSAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : nlapublicite@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Yannick CHENEAU
Michel DEJEU
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Yann VINCE
Manu BLASCO
Jérôme TURMEAU



Vite lu...

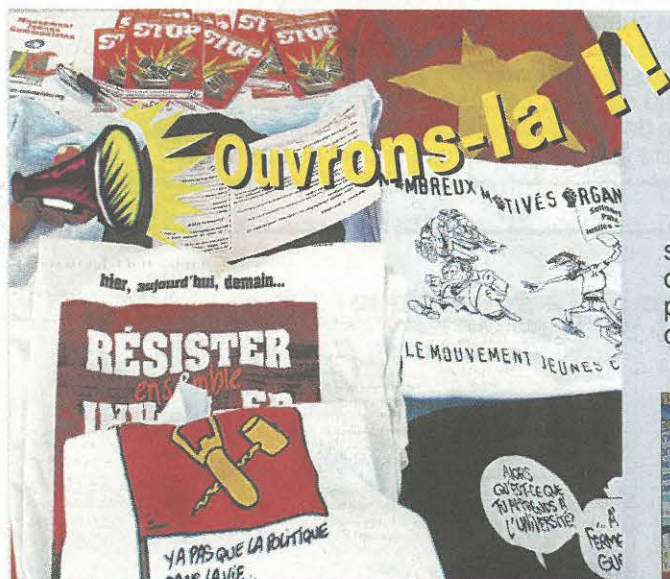
■ Huma hors série

Cet Huma hors série spécial élections européennes est disponible à la Fédération du PCF. Pour le commander : 02 40 35 03 00.



■ Nécrologie

Nous avons appris la triste nouvelle du décès de Christiane GUIBERT, militante communiste de Saint-Nazaire. L'équipe des Nouvelles de Loire-Atlantique présente à la famille et aux proches de Christiane ses plus sincères condoléances.



Assez de mépris !

Par Juliette BISSON

On ne le répètera jamais assez, la droite

nouvelle illustration. Loin de mettre les jeunes à l'abri de la crise, les mesures annoncées marquent une étape supplémentaire à l'offensive généralisée, menée par la droite et le MEDEF pour faire baisser le coût du travail.



Développer la formation des jeunes par le biais de contrats de professionnalisation et de stages en alter-

nance pourrait être une bonne chose si la droite ne s'alignait pas encore une fois sur les besoins des entreprises ! En y regardant

« **les mesures annoncées marquent une étape supplémentaire à l'offensive généralisée menée par la droite et le MEDEF pour faire baisser le coût du travail.** »

de plus près, on comprend pourquoi Parisot jubile et « approuve sans réserve le plan pour l'emploi des jeunes ». Coup double !

Premièrement, ces mesures s'accompa-

gnent de cadeaux fiscaux sous forme d'exonérations de cotisations sociales pour les entreprises (ce qui assèche au passage le financement de notre protection sociale) !

Deuxièmement, ce plan ouvre largement la possibilité d'user du travail des jeunes à bas coût (qui par répercussion engendre une pression à la baisse sur les emplois statutaires). En effet, il n'y a qu'à regarder les chiffres, un jeune en apprentissage gagne 25 % du SMIC la première année et 53 % la troisième année. Niveau contrats de professionnalisation, la rémunération commence à 55 % du SMIC... Intéressant niveau coût ! Sans par-

ler des CIE qui proposent par exemple des CDD de 24 mois permettant à un employeur de se débarrasser en toute légalité d'un jeune, au terme de deux ans, après avoir abusé de son espoir d'embauche... CPE, le retour !

Loin de répondre aux besoins de sécurisation des parcours de vie pour celles et ceux qui sont en formation ou à la recherche d'un premier emploi et loin de garantir l'accès à la santé, à un logement décent, aux loisirs... dont trop d'entre nous sommes privés; ce plan méprise la jeunesse qui fera entendre haut et fort son ras le bol le 1^{er} mai !